

## DES VOLEURS VOLÉS

Par V. LEDUC

L'AFFAIRE des bulletins nuls attribués par la Commission Nationale de Recensement à la liste Veil est comme une dernière touche au tableau des élections européennes. Après avoir volé une dizaine de sièges aux « petites listes » par le jeu de la barre des 5 %, voici que les bénéficiaires de l'opération essayent de se voler entre eux par un racket sur les bulletins nuls.

On tient aujourd'hui pour des bulletins valables de simples professions de foi. A ce compte, nous aurions pu, à moindres frais, participer nous aussi à l'élection. C'est un motif supplémentaire pour notre recours en Conseil d'Etat.

Si les protestations du Parti Socialiste sont légitimes, elles auraient beaucoup plus de poids si il n'avait pas lui-même profité de l'injuste loi électorale qui a trouvé en M. Giscard d'Estaing un avocat convaincu. « Pas de démagogie » s'est exclamé le Président de la République, lors de sa dernière parade télévisée, à propos de ceux qui revendiquent l'application intégrale de la proportionnelle. Et d'appuyer cette déclaration par une

affirmation dont la mauvaise foi est évidente : une véritable proportionnelle aurait abouti à l'émission de la représentation française. Non seulement le démenti des chiffres est flagrant, mais encore l'exemple italien, celui de la Belgique, des Pays-Bas ou du Danemark où est appliquée une proportionnelle plus honnête montrent que le mode de scrutin, s'il permet une plus juste représentation des forces politiques ne conduit pas à l'éparpillement.

Si le P.S.U. a insisté au cours de cette campagne sur le problème de la loi électorale, c'est parce que la circonstance permettait de saisir l'opinion de l'un des aspects les plus révélateurs de la mystification politique par laquelle le système économique et social se maintient en place. La V<sup>e</sup> République a réalisé ce qui était recherché depuis des décennies par la partie « moderniste » de la bourgeoisie française : l'installation d'un exécutif fort, soustrait aux aléas de la représentation populaire. Tout a été fait pour consolider ce résultat, de l'élection du Président de la Répu-

blique au suffrage universel aux modalités du scrutin majoritaire à deux tours pour les élections législatives. Il ne fallait pas que, à l'occasion des élections européennes, un nouveau mode de scrutin, trop nettement contradictoire avec des précédents, ne vint compromettre le système. D'où la recherche d'une proportionnelle truquée réservée aux grandes forces déjà enregistrées, qui n'apporte aucune secousse nouvelle susceptible d'ébranler l'édifice savamment construit. La barre des 5 % était la solution rêvée parce qu'elle créait entre ces grandes forces une complicité fondée sur le dépouillement des autres. C'est pourquoi à l'exception de deux héros, tous, U.D.F., R.P.R., P.C., P.S., ont marché dans la combinaison.

MAIS cette complicité est allée plus loin et l'on a assisté tout au long de cette campagne à la mise en place, en France, d'un véritable quadripartisme. Comme ils étaient quatre à se partager la représentation nationale, quoiqu'en veuillent plus de 12 % d'électeurs, ils étaient quatre à se partager les médias, quatre à monopoliser pratiquement la vie politique française.

Certes, il n'est pas question d'établir entre eux un signe d'égalité. Ils restent des représentants d'intérêts opposés, mais autour des micros, aux postes de télé, aux premières pages des journaux, ils ont offert l'image de cette société « décripée », de ce dialogue « raisonnable » entre opposition et majorité dont Giscard a tant souhaité l'avènement. Qu'ils recommencent aujourd'hui à se disputer un siège, pris de toute façon à d'autres, n'exclut pas que le quadripartisme renaisse en d'autres occasions.

C'est pourquoi notre lutte pour la révision de l'ensemble de notre législation électorale, y compris contre le système de l'élection présidentielle, ne doit connaître aucun relâchement. Elle est une des conditions de la réalisation de débouchés politiques aux luttes économiques et sociales. Elle est un élément de notre combat pour une gauche différente.

## Journée du soleil : journée de dupe.

23 juin, journée du soleil ? ou plutôt journée de dupes ? cette opération a à son origine l'association « espaces pour demain » animée par Bériot, journaliste télévisé proche du gouvernement. En réalité, cette opération est menée par le pouvoir dans des buts précis :

— masquer les véritables responsabilités de la crise de l'énergie ; ce serait les « Arabes » qui seraient cause du chômage, de l'inflation, alors que la crise du système capitaliste date des années 70-71 ;

— nous préparer aux restrictions et au rationnement ;

— nous faire accepter le programme électronucléaire.

Mais, sur les problèmes énergétiques, le pouvoir se garde bien d'évoquer certains sujets :

Comme la production électrique ne se stocke pas, et que le chauffage domestique ne fonctionne à plein que pendant moins d'un trimestre par an, on fait une publicité acharnée pour le chauffage électrique, créant ainsi des besoins artificiels pour justifier après coup le programme nucléaire. Celui-ci consommera, jusqu'en 1990, plus cher qu'il ne produira. Et le prix du KWh triplera d'ici 5 à 10 ans.

L'évolution actuelle des prix est provoquée par le désordre du marché. De-

puis-1974, le prix moyen du brut rendu sur les côtes françaises est passé de l'indice 100 à l'indice 85,4. Et pas un mot sur le jeu des compagnies pétrolières qui détournent les navires au dernier moment vers les ports où les prix sont les plus élevés.

Silence également sur les projets gouvernementaux en matière d'économie d'énergie. Limitations de vitesse à 75 km/h sur les routes, restrictions de la température dans les locaux professionnels, restrictions de fuel, journées sans voitures, etc. De graves difficultés en découleront dans l'industrie automobile, mais l'annonce de grands licenciements attendra la fin de l'année 1981.

D'autres mesures pourraient être appliquées, qui n'entraîneraient pas de restrictions pour le consommateur, par exemple : détaxation des deux roues, réduction du programme nucléaire pour dégager des capitaux pour d'autres secteurs, priorité au rail sur la route, isolation de l'habitat et réduction de son coût par une politique de crédit massif, récupération des déchets, stockage de l'énergie solaire estivale dans des nappes d'eau souterraines, etc.

L'ensemble de la politique énergétique doit être reconsidéré. Le parlement et l'opinion publique n'ont jamais été consultés de façon sérieuse.

Une initiative des syndicats et partis de gauche est prévue pour la rentrée afin de demander l'arrêt du programme nucléaire. Mais, pour sortir de la crise, il ne suffit pas de réclamer encore et toujours du solaire ; c'est vers une autre croissance, un autre type de consommation qu'il faut s'orienter. Il faut adopter ces solutions qui d'ailleurs existent et sont créatrices d'emplois, à savoir l'isolation dans le bâtiment et la géothermie, qui, elle, épaulerait la sidérurgie.

Ce ne sont pas les journées du soleil, les primes de 1000 F à l'installation de chauffe-eaux solaires et les autres gadgets du gouvernement qui déboucheront sur une indépendance énergétique à long terme.

Le P.S.U. a lui, de toutes autres propositions à faire en matière d'énergie, dont on connaît les principaux axes :

● Arrêt des centrales nucléaires en fonctionnement. Suspension des constructions de nouvelles centrales. Arrêt des investissements dans le secteur industriel intéressé par l'électronucléaire. Arrêt des exportations de matériel et de technologie nucléaires.

● Ouverture d'un vaste débat public et contradictoire éclairant tous les aspects (écologiques, économiques, sociaux, politiques et militaires) du problème énergétique.

● Publication intégrale des plans Orsec rad.

● Création d'une commission populaire d'enquête indépendante d'E.D.F. et des autorités préfectorales.

● Lancement d'un vaste programme de recherches sur les énergies alternatives et les économies d'énergie.

● Lancement d'un programme de reconversion industrielle maintenant l'emploi au pays.

● Elaboration d'une alternative énergétique pour le court et moyen terme, s'appuyant notamment sur le développement de l'utilisation des sources d'énergies renouvelables, l'utilisation rationnelle des sources d'énergie traditionnelles en redéfinissant nos rapports avec le tiers monde, l'amélioration des rendements énergétiques, la récupération des déchets, la rationalisation des moyens de chauffage et une isolation efficace, le refus du tout-électrique, la lutte contre le gaspillage à tous les niveaux, le développement de la consommation collective (amélioration des transports en commun), la fabrication d'objets durables, la suppression des gadgets inutiles, la lutte contre les moyens détournés pour stimuler la dépense d'énergie, la lutte pour une exploitation rationnelle des ressources humaines et agricoles.

## Pétition contre le tout nucléaire

Je m'oppose au choix du « tout-nucléaire » fait par le gouvernement.

J'exige la levée du secret qui entoure toutes les décisions concernant l'énergie, la mise en place de moyens d'information décentralisés et indépendants, et le renforcement des mesures de sécurité pour les travailleurs et la population.

J'affirme que pour faire face à la crise, il faut un nouveau type de développement fondé sur les besoins des travailleurs et des populations et sur les réalités régionales. Il s'agit d'imposer une politique qui économise les ressources non renouvelables, utilise toutes les ressources non exploitées en France et s'appuie sur un vaste plan de développement des énergies nouvelles.

Cette politique alternative est susceptible de créer à terme des centaines de milliers d'emplois nouveaux.

Je demande l'organisation d'un large débat public et contradictoire sur la politique énergétique de notre pays, ce qui implique :

— des consultations et des décisions démocratiques sur les grands choix énergétiques aux niveaux régional et national ;

— la suspension du programme électronucléaire actuel tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme.

Signataires : C.F.D.T. - C.S.F. - C.S.C.V. - G.S.I.E.N. - M.R.G. - P.S. - P.S.U. - R.A.T. - U.F.C.

Ce texte de pétition s'appuie sur une plate-forme commune d'explication que T.S. publiera la semaine pro-

chaine. Envoyer les signatures au P.S.U. qui transmettra.

### MARCHE ANTINUCLÉAIRE AU PAYS BASQUE

● 24 juillet au 12 août (Pays basque) : La coordination des comités antinucléaires du Pays basque propose une marche antinucléaire, du 24 juillet au 12 août, de Bayonne à Lemoniz. Cette marche veut appuyer la revendication de l'arrêt de tout projet de centrale nucléaire au Pays basque. On peut se renseigner auprès de : C.A.N. du Pays basque nord, B.P. 115, 64200 Biarritz.

### UNE AUTRE POLITIQUE ÉNERGETIQUE

Les mesures adoptées par le Conseil des Ministres n'annoncent pas la mise en œuvre d'une véritable politique d'économie des ressources énergétiques rares. Une telle politique exigerait un ample programme d'investissements dont les moyens existent mais sont aujourd'hui immobilisés pour d'autres projets : programme nucléaire civil, gaspillages

de la politique de « grande puissance », force de frappe notamment, etc. C'est ainsi que les crédits affectés aux énergies nouvelles, auxquelles le gouvernement prétend s'intéresser, ne représentent que 1 % de ceux consacrés au développement de l'énergie nucléaire.

En même temps, le ministre de l'Industrie minimise scandaleuse-

ment les risques qu'entraîne pour la population la multiplication de l'implantation des centrales nucléaires.

Il est, dans ces conditions, d'autant plus inadmissible que M. Giraud refuse le débat public avec le P.S.U. qui s'oppose au recours à l'énergie nucléaire et propose des choix alternatifs précis.

Bureau Politique ■

## Grève du zèle contre EDF

Lors de l'enquête d'utilité publique concernant l'implantation de la future centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, de nombreuses associations, des syndicats, des partis politiques avaient protesté contre le fait que la population de la région parisienne, pourtant concernée par ce projet, n'avait pas été consultée. La commission d'enquête elle-même remarquait que la population dans son ensemble n'avait jamais été informée par le gouvernement. Devant l'indifférence de ce dernier, un

certain nombre d'organisations ont décidé d'appeler à la grève du zèle E.D.F., c'est-à-dire le refus du prélèvement automatique des factures d'E.D.F. et le paiement de chaque facture en plusieurs chèques envoyés séparément. Voici la liste des organisations qui ont lancé cet appel :

ORGANISATIONS QUI APPELLENT A LA GRÈVE DU ZÈLE E.D.F.  
C.F.D.T. Union Régionale Parisienne - C.F.D.T.-E.D.F. Région Parisienne - C.F.D.T. EDF/GDF Versailles - C.F.D.T. PTT Val de Marne - C.F.D.T. UL Dunkerque - C.F.D.T. UD Val de Marne - SGEN-C.F.D.T. Académie de Versailles

C.F.D.T. UR Roanne - C.F.D.T. UL Orsay - C.F.D.T. UL Massy - U.F.C. Orsay - U.F.C. Nantes - U.F.C. Avignon - U.F.C. Lyon - U.F.C. Dunkerque - U.F.C. Poitiers - U.F.C. Val de Marne - C.S.C.V. Val de Marne - C.S.C.V. Dunkerque - P.S.U. Bureau National - M.A.N. Conseil National - P.S. Orsay - P.S. Les Ulis - P.S. Massy - P.S.U. Fédération de l'Essonne - M.A.N. Roanne - M.D.P.L. Roanne - P.S.U. Roanne - Collectif Larzac Roanne - Groupe Non-Violent Louis Lecoln de Dunkerque - P.S.U. Dunkerque - P.S.U. Orsay - P.S. Massy - O.C.T. Massy - F.A. Massy - M.A.N. Massy - Conseil Municipal des Ulis - Conseil Municipal de Villiers-sur-Orge - Réseau des Amis de la Terre - Amis de la Terre de Paris - Paris-Ecologie - Coordination Rhône-Alpes des Comités Malville - Mouvement Ecologique Roannais - Comité de défense des Gorges de la Loire - Comité anti-pollution de Dunkerque - S.E.P.N. Dunkerque - U.I.B. Dunkerque - Comité d'information nucléaire de l'Essonne - Amis de la Terre de la Mayenne - C.L.I.A.D.E. Palaiseau - Collectif Nogent de Massy - U.F.C. Seine-Maritime, Rouen - U.F.C. Dijon - SGEN C.F.D.T. Elbeuf (Seine-Maritime) - C.F.D.T. PTT (L.G.D.) Région Paris - Collectif rouennais d'initiative contre le programme nucléaire - Groupe écologique de la région rouennaise - Comité local du jour du Soleil de la région d'Elbeuf - C.F.D.T. UD 94 - C.F.D.T. UD 77 - P.S.U. Fédération 94 - C.S.C.V. Fédération 94 - Coordination antinucléaire 94 - U.F.C. Sarthe (72) - U.F.C. Paris - Mouvement écologique lyonnais (M.E.L.) - Amis de la Terre de Lyon - Association des élus de la région de Malville opposé à Super-Phénix - P.S.U. Fédération du Rhône - Groupe écologique de Bourgoin - Groupe écologique de Villeurbanne - Groupe écologique du Beaujolais - Mouvement écologique Rhône-Alpes - Amis de la Terre de Ris-Orangis (91) - Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin (C.S.F.R.).

## Villebon-sur-Yvette demande un moratoire

Depuis plusieurs années, le déroulement du programme électronucléaire décidé en 1974 par le gouvernement suscite de profondes réserves et interrogations parmi les populations, les scientifiques et les collectivités locales. Ainsi, à Villebon-sur-Yvette, le Conseil municipal s'est plusieurs fois inquiété des choix et des méthodes autoritaires employés par les pouvoirs publics et la direction d'E.D.F. pour imposer leur politique :

● Le 16 juin 1977, il demandait que soient créées les conditions d'un véritable débat démocratique pour que les populations puissent s'exprimer sur les choix énergétiques du pays.

● Le 9 décembre 1977, il s'étonnait de ne pas avoir d'informations sur le projet Thermos et demandait la publication des plans Orsec-rad.

● Le 5 octobre 1978, il se déclarait solidaire du Conseil municipal de Plogoff et de la population de cette commune qui refusent l'implantation d'une centrale nucléaire.

● Le 2 février 1979, à propos de l'enquête d'utilité publique ouverte à Nogent-sur-Seine, en vue de l'implantation d'une centrale nucléaire, il demandait notamment l'extension de cette enquête à toute la région parisienne.

Il faut constater qu'aucune des demandes que nous avons faites n'a été prise en compte par les responsables du programme nucléaire.

Or, la veille de la fermeture du simulateur d'enquête publique à Nogent-sur-Seine, un accident d'une rare gravité se produisait aux Etats-Unis dans le réacteur nu-

cléaire de Three Mile Island, qui est de la même filière que ceux construits actuellement en France ; un million de personnes ont failli être évacuées...

Face à cette situation, les pouvoirs publics et la direction d'E.D.F. ont réaffirmé leur volonté de poursuivre et même d'accélérer le programme actuel, au mépris des prises de positions de nombreuses collectivités locales ou régionales et du risque réel que fait peser le développement inconsidéré du « tout-nucléaire ».

Le Conseil municipal de Villebon-sur-Yvette, du 20 juin 1979, demande que soit décidé un moratoire sur le programme nucléaire tant que tous les problèmes techniques s'y rapportant ne seront pas résolus, notamment ceux liés au retraitement et au stockage des déchets.

Afin de protester contre la politique énergétique actuelle et notamment contre le détournement du service public auquel se livre la direction d'E.D.F., qui est plus soucieuse du développement des multinationales que de la prise en compte de l'opinion des populations, le Conseil municipal de Villebon-sur-Yvette appelle, à la suite des municipalités des Ulis et de Villiers-sur-Orge, la population à pratiquer la grève du zèle des factures E.D.F., par le refus du prélèvement automatique et le paiement fractionné de chaque facture avant échéance.

Cette action généralisée donne à chaque habitant concerné le moyen simple, légal et efficace d'exprimer son opposition au programme nucléaire actuel et aux méthodes de ses maîtres d'œuvre.

### COMMUNIQUE DE PRESSE 13 JUIN 1979

C'est une bien pâle défense du choix nucléaire du gouvernement français que le ministre de l'Industrie a présentée sur Antenne 2. Pour lui, l'accident d'Harrisburg fait partie des risques industriels normaux que l'on doit savoir envisager avec sang-froid. Donc la France poursuivra la mise en œuvre d'un programme nucléaire dont l'ampleur n'est envisagée par aucun autre pays développé. Après quoi, le ministre a expliqué aux téléspectateurs sans doute étonnés en quoi consistait pour lui la véritable écologie.

Concernant des choix aussi décisifs pour l'avenir, que le recours à l'énergie nucléaire, il ne serait pas tolérable que l'information des téléspectateurs soit unilatérale. Puisqu'un droit de réponse est prévu, celui-ci ne saurait se limiter aux seuls représentants des formations parlementaires. Les opposants au développement de l'énergie nucléaire doivent eux aussi disposer d'un temps d'antenne leur permettant d'exposer leurs objections ainsi que les choix alternatifs qu'ils proposent. Le P.S.U., qui a toujours défendu une position nette sur ces questions, a écrit au ministre de l'Industrie ainsi qu'à la direction d'antenne 2 afin de participer aux diverses émissions prévues à cet effet.

Bureau Politique ■

### LA 7<sup>e</sup> SECTION ET T.S.

La section P.S.U. du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris a beaucoup apprécié le rôle joué par Tribune Socialiste pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1979 dans l'animation de la campagne européenne : publication de débats, récits minutieux des rencontres des minorités, reportages sur les manifestations internationales, expositions des propositions du P.S.U.

Ce bilan met en évidence l'intérêt d'un hebdomadaire national pour la coordination de l'activité des sections, fédérations, groupes et commissions du P.S.U., organisation très autogestionnaire et donc décentralisée avec des initiatives qui éclatent sur tout le territoire.

La 7<sup>e</sup> section souhaite que, dans cet esprit, les comptes rendus du Bureau politique aient leur publication dans Tribune Socialiste, davantage diffusé que « Directives », hebdomadaire trop confidentiel.

Elle demande également que le tira-

ge soit indiqué sur chaque numéro, ainsi que le nombre d'abonnements. Enfin, elle apprécierait que les illustrations soient constituées de photographies envoyées par les sections plutôt que celles des agences de presse sur la politique traditionnelle.

La 7<sup>e</sup> section.

N.D.L.R. — Nous attendons les photos que les sections voudront bien nous envoyer.

### L'INCULPATION DES MILITANTS DE CHAMBERY

Nous vous en avons déjà parlé dans le précédent T.S. Maintenant, ce sont 24 nouveaux inculpés qui viennent rejoindre les 36. Ce sont maintenant 60 personnes qui sont inculpées dans cette affaire de distribution de tracts de comités de soldats. Nous essaierons de vous donner des informations complémentaires par la suite.

### UNE BROCANTE NATIONALE DU P.S.U. !

Une brocante nationale du parti sera organisée à la fin du mois d'octobre dans la région parisienne. Tous les camarades et sympathisants sont invités à récupérer dès maintenant tous les objets (petits) qui sont susceptibles d'être vendus.

Les vacances sont un moment propice pour visiter les greniers des parents ou grands-parents. Faites profiter le parti des trésors cachés.

Des informations plus complètes vous seront données par vos fédés, mais dès aujourd'hui la chasse est ouverte. Bon courage et sus aux greniers.

### CONVERGENCE : QUEL BILAN ?

Réuni le 16 juin 1979, le collectif de la convergence pour l'autogestion a entamé une réflexion sur le thème « qu'est-ce que le courant autogestionnaire aujourd'hui », afin de préparer l'assemblée générale envisagée pour les 19 et 20 janvier 1980. Ce débat, le collectif le souhaite très large ; le P.S.U. y est invité à tirer un bilan de sa place dans la convergence.

Il a été décidé que ceux qui ne complèteraient pas leur abonnement ou ceux qui ne se réabonneraient pas ne recevraient pas le n° 6-7 très fourni, car il comprend le bilan de la rencontre des 12-13 mai sur le nucléaire, un carrefour de Poitiers sur le sport, des extraits de la commission économique du P.S.U. sur le temps de travail, une convergence Alsace et bien d'autres informations... de quoi alimenter vos réflexions pour les vacances.

Enfin, il a été proposé pour la rencontre « temps de travail » les dates du 1<sup>er</sup> et du 2 décembre, probablement à Paris ; chacun et chaque collectif est invité à envoyer des contributions. La prochaine réunion du collectif aura lieu le 8 septembre au 46 rue de Vaugirard, Paris 6<sup>e</sup>, de 10 h à 18 h.

## Contre un nouvel holocauste



Il incombe aux pays occidentaux d'intensifier l'accueil des réfugiés.

Par dizaine de milliers, ils fuient le Viet-Nam et le Cambodge. Expulsés par la Thaïlande, rejetés à la mer par la Malaisie, c'est la mort qui attend la plupart d'entre eux, si un sursaut immédiat n'oblige les gouvernants à trouver une solution.

Les responsables de cette tragédie sont connus : il s'agit aussi bien des puissances occidentales, notamment les Etats-Unis et la France qui ont pendant trente ans semé la mort et la ruine au Viet-Nam que des gouvernants actuels de ce pays dont le régime provoque cet exode massif.

Face à cette situation dramatique, la passivité des gouvernements, de tous les gouvernements, est criminelle. D'ici à la réunion de la Conférence Internationale sur les réfugiés, prévue pour le 19 juillet, combien y aura-t-il de victimes ? Il faut développer par tous les moyens la protestation populaire contre le nouvel holocauste, pour que des mesures immédiates de sauvetage soient décidées à l'échelle internationale.

## QUE FAIRE ?

On ne va pas pleurer une fois de plus sur les occasions perdues. Pourtant, le dernier congrès de la C.F.D.T. en a encore fait la preuve : les exécutants ont besoin d'une organisation politique autogestionnaire. La direction confédérale y avait repris, sous une forme atténuée, un des objectifs que le courant communiste autogestionnaire avait proposé au congrès de Saint-Etienne : que la réduction de la semaine de travail soit financée par la redistribution d'une partie des salaires plus élevés que la moyenne. Le congrès de la C.F.D.T. a repoussé lui aussi cette proposition, au nom, bien sûr, de la solidarité entre salariés. Même au sein du plus grand syndicat autogestionnaire, les exécutants parviennent difficilement à faire progresser leurs intérêts. Derrière l'idéologie de la solidarité anti-capitaliste se cachent encore longtemps les intérêts les plus immédiats des compétents.

### ALLEZ, RIEN DE NOUVEAU

Il semble que le P.S.U. se cherche actuellement des raisons de survivre ; nous avons déjà constaté, bien avant Saint-Etienne, que les courants de l'actuelle majorité n'en avaient pas qui puissent tenir la route bien longtemps.

Que veut-on donc nous proposer de nouveau ? D'un côté, on est fasciné par les succès électoraux des radicaux italiens, qui n'atteignent d'ailleurs pas encore certains résultats passés du P.S.U. Ce projet de faire du P.S.U. un parti radical français n'est pas bien nouveau : qu'avons-nous tenté d'autre, au fond, dans le Front autogestionnaire ? Ça n'a pas été un succès. Certains l'expliquent en disant que nous étions encore trop impurs, trop attachés à une conception traditionnelle de la politique. A la vérité, les groupes de tout genre que le P.S.U. aimerait bien rassembler pour se perpétuer montrent un manque d'intérêt marqué, voire une vive répugnance, à se lier à une organisation existante qui ne peut être que d'une nature toute différente de la leur : même sous le déguisement d'un parti radical à l'italienne, le P.S.U. se veut parti politique. Les « mouvements », eux, se veulent spécialisés et autonomes, se rassemblant de temps à autre sur des objectifs précis. Pas besoin de nounou ou d'orateurs auto-proclamés, ils n'en manquent pas, merci.

### ON EST DEÇU

La caractéristique la plus détestable du P.S.U. est sans conteste le divorce constant entre l'activité militante, quelle qu'elle soit, et la pratique politique de la direction. Si le P.S.U. se veut parti radical à l'italienne, il devra bien abandonner le jeu des négociations d'appareil avec les partis de gauche. Car un tel parti de la contestation ne peut qu'être l'ennemi farouche du quatuor classique du jeu politique français.

Déjà, lors du débat sur le Front autogestionnaire, nombre de militants du P.S.U. s'étaient élevés contre ce qu'ils considéraient comme des compromissions avec des groupes, d'écologistes notamment, qui rejetaient à leurs yeux les données fondamentales du combat socialiste. Certains membres de la direction essaient maintenant astucieusement de lever bien haut l'étendard de la lutte des classes tout en prônant l'action avec les mouvements. Ainsi, disent-ils, le P.S.U. rompra avec sa pratique des dernières années.

On aimerait bien ; malheureusement, les formules creuses qu'ils avancent, celle de participer aux « formes de luttes nouvelles et subversives (sic) » et celle d'agir « en direction des classes exploitées » ne changent rien au déchirement du P.S.U. : ce qui bouge le plus, dans la mouvance autogestionnaire, ce sont les mouvements sectoriels intervenant en marge du terrain économique de la lutte des classes. Quant aux « classes exploitées », elles sont la justification de l'existence même du P.S.U. : qui admettrait qu'il agit « en direction des classes exploiteuses » ?

Leur proposition, au fond, c'est celle d'un parti portant dans les « mouvements » la bonne parole de la lutte des classes. La porte reste ouverte à tous les accommodements de l'appareil avec les partis de gauche au nom, justement, de la lutte des classes. Rien de bien nouveau là-dedans.

### LA LONGUE MARCHÉ

« Agir en direction des classes exploitées » : drôle de formulation, pour un parti de militants socialistes ! On mesure

les transformations formidables qu'il faudrait accomplir pour faire du P.S.U. une organisation politique autogestionnaire de la classe exécutante. Faiblesse des effectifs et de la mobilisation, schismes idéologiques profonds révélés par le débat sur le Front autogestionnaire et celui sur l'Europe, sentiment d'inutilité et d'impuissance de l'organisation : le bilan n'est pas rassurant.

Les militants qui ont quitté le P.S.U. ces dernières années, ceux qui ne voient plus l'utilité de le rejoindre nous en suggèrent la raison : le P.S.U. ne défend plus d'intérêts spécifiques dans la lutte des classes que le P.C. (pour les salariés du public et des secteurs en liquidation) ou le P.S. (pour les compétents et les exécutants des secteurs modernes) ne prétendent pas représenter.

Nous ne croyons pas que le P.S.U. puisse aujourd'hui retrouver une utilité évidente en sortant de la lutte des classes ou en adoptant un langage plus « révolutionnaire ». Nous constatons par contre que les transformations extraordinaires de la production qui ont lieu actuellement divisent la classe exécutante et renforcent la classe compétente. Des rapports nouveaux s'instaurent entre les classes, et ces rapports définissent les choix politiques fondamentaux que nous devons faire. Ce que nous proposons au parti, ce n'est pas un « créneau » électoral ni une manœuvre assurant la survie de l'appareil : c'est de faire un choix décisif.

C'est pourquoi nous souhaitons que les militants du P.S.U. :

- réfléchissent à l'étrangeté de la situation actuelle : des bouleversements économiques et sociaux importants s'accompagnent d'une crise générale du militantisme et du désarmement des exécutants ;

- revoient l'analyse des classes sociales que nous proposons ;

- reprennent les propositions d'action immédiates que nous avons faites (telle que la réduction du temps de travail par redistribution de la masse salariale) ;

- adoptent des formes d'organisation véritablement autogestionnaires éliminant les pratiques d'appareil et les projets politiques de type « avant-garde auto-proclamée » (staciratie).

J.-M. KAY ■

## SUR LE TERRAIN

### DELIT D'OPINION : ASSEZ

Jean-Louis Guénégo est psychologue. Il travaille à l'hôpital de Semur-en-Auxois où il est titulaire depuis 4 ans.

Depuis le 15 juin, Jean-Louis Guénégo ne travaille plus à Semur. Il sera radié de la Fonction Publique et, à ce titre, ne pourra plus être employé, ni comme vacataire, ni comme auxiliaire, dans un établissement public.

Jean-Louis Guénégo a renvoyé son livret militaire, comme plusieurs milliers de Français, pour protester contre la façon dont l'armée prétend expulser 103 paysans du Larzac. Il a été condamné deux fois pour renvoi de livret. La deuxième fois, en avril dernier, le tribunal l'a condamné à être suspendu (pour un an) de ses droits civiques.

Ainsi, pour la première fois en France, un citoyen est expulsé de la Fonction publique pour renvoi de papiers militaires. C'est-à-dire, en fait, pour délit d'opinion. En U.R.S.S., on interne les opposants dans les hôpitaux psychiatriques. En France et en Allemagne Fédérale, on les prive de travail. Tout le monde (ou presque) condamne les atteintes socialistes aux droits de l'homme. En France, c'est le silence. La France, pays qui, le premier, a adopté une Déclaration des Droits de l'Homme. Laquelle stipule notamment : « Nul ne sera inquiété pour ses opinions ». Il est vrai que c'était en 1792. Barre, lui, s'assoit dessus, en brandissant sa bonne conscience. Son gouvernement écrase, poursuit, expulse, licencie en criant : « Liberté, liberté ».

Ce n'est pas en Allemagne nazie que le Parlement vote une loi exposant tout étranger à expulsion ou refoulement, même s'il ne constitue pas une « menace pour l'ordre public » (seul cas légal d'expulsion jusqu'à présent). C'est en France, en 1979. Et ceux-là mêmes qui l'ont votée, cette loi, sont aussi ceux qui font de grandes proclamations européennes.

Ce n'est pas dans l'Iran de l'ayatollah Khomeiny que l'on poursuit un directeur de journal pour avoir écrit que les juges qui ont, le 23 mars, condamné des manifestants (dont la culpabilité était peu vraisemblable) à plusieurs années de prison, risquaient de s'attirer la vengeance de poseurs de bombes. C'est en France, en 1979. Et Serge July, directeur du journal « Libération », est inculpé de provocation au meurtre.

C'est ainsi que commence la pente savonneuse qui conduit au totalitarisme. « Tu rouspètes ? Je frappe ». Ce langage est celui du fascisme. Le fascisme du quotidien a fait son apparition en France, en 1979.

Il est urgent d'arrêter cette descente. Et pour commencer, de s'opposer vigoureusement au licenciement de J.-Louis Guénégo. Nous lançons un appel à tous, à toutes pour que, indépendamment de nos convictions politiques, nous appuyons le collectif qui s'est créé contre les licenciements pour dé-

lits d'opinion. Sinon, ce premier cas risque d'être suivi d'autres.

Fédération de Côte d'Or du P.S.U. ■

### INSTITUTEURS EN LUTTE EN SEINE-ET-MARNE

En Seine-et-Marne, 80 instituteurs et institutrices ont signé un texte de refus de l'inspection, appuyés par l'I.C.E.M. (Institut Coopératif pour une Ecole Moderne), le groupe départemental Ecole Emancipée et le S.G.E.N.-C.F.D.T.

Une trentaine d'entre eux ont déjà été l'objet d'une tentative d'inspection. Ils et elles n'ont pas cédé et ont refusé de laisser les inspecteurs pénétrer dans leur classe. La répression ne s'est pas faite attendre ; blâmes, avertissements, retenues de salaires, baisse de la note pédagogique et surtout trois d'entre eux sont convoqués devant un conseil de discipline qui se réunira le 5 juillet. Ils risquent la radiation de l'Education Nationale.

Avant le 5 juillet, adressez télégrammes, lettres, pétitions, motions à l'Inspecteur d'Académie, Cité Administrative, 77000 Melun, en demandant la levée immédiate de toutes les sanctions.

Des luttes analogues ont lieu actuellement dans plusieurs départements, notamment en Moselle, à l'école Pierre et Marie Curie 2 de Woippy. ■

### I.N.R.A. : VERS LA PRIVATISATION

Les travailleurs de l'I.N.R.A. sont en ce moment en lutte afin de s'opposer à un projet de réforme de l'institut en établissement à caractère privé. L'enjeu de ce conflit est d'importance : c'est l'ensemble de la recherche à long terme, vitale pour notre agriculture, qui est menacée.

On le comprend, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'I.N.R.A. ont des raisons de s'inquiéter ; lors d'un entretien avec le directeur du cabinet du Ministre de l'Agriculture, en mai dernier, ils avaient la confirmation que la transformation de l'institut en établissement public à caractère industriel et commercial (E.P.I.C.) était programmée par voie de décret pour l'été 1979. Ce qui aurait pour conséquence de créer un statut de droit privé pour le personnel et de transformer l'institut en société financière avec des filiales.

Il y a de bonnes raisons de s'opposer à l'E.P.I.C. : il serait un premier pas vers la privatisation. L'exemple du C.E.A. est là pour ceux qui en douteraient. En ce moment, le statut public de l'I.N.R.A. est garant d'une recherche à long terme dont notre agriculture a toujours bénéficié jusqu'ici. Le but du projet gouvernemental est de sacrifier cette

recherche au profit d'une autre, à court terme celle-ci, et orientée en fonction des besoins industriels et commerciaux des multinationales de l'agro-alimentaire.

En ce qui concerne le personnel de l'I.N.R.A., actuellement sous statut public, il est facile de deviner que les avantages sociaux acquis seraient remis en cause par le futur statut privé.

Depuis le 12 juin, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'I.N.R.A. ont mené des actions nombreuses et diverses afin de combattre le projet de réforme : envoi de délégations auprès des ministères, interventions auprès de la direction de l'institut, occupations des locaux, etc...

La fédération générale de l'agriculture C.F.D.T., le S.G.E.N. C.F.D.T., la fédération de l'alimentation C.F.D.T. soutiennent la lutte des travailleurs de l'I.N.R.A. Les syndicats nationaux C.G.T. et C.F.D.T. viennent de mettre en place un fonds de soutien financier pour les grévistes. Aujourd'hui, il n'est pas encore trop tard pour préserver le service public. Le plus large soutien s'impose. ■

### UNE MILITANTE CONTRE UNE GRANDE SURFACE

Le Comité des libertés regroupant le P.S.U., le P.S., la C.F.D.T., la C.S.C.V., la J.O.C., le Comité Larzac se retrouvent depuis 5 mois sur le problème de la liberté dans les grandes surfaces. C'est l'affaire « Delta » qui en est le point de départ. Une personne est accusée injustement d'avoir voulu voler un pantalon d'enfant au super-marché Delta (cf. T.S. ancienne formule n° 809). Condamnée à 300 F d'amende, cette consommatrice fait appel. En effet... personne n'est étourdi, tout le monde est malhonnête, telle est la consigne appliquée par la direction des grandes surfaces.

Les exemples de ce genre sont nombreux : contrôles et interpellations abusives, fouilles illégales, amendes illégales, etc... Aucun consommateur n'est à l'abri, cela vous est peut-être arrivé et peut vous arriver.

Le 22 juin au Centre social du quartier de l'Europe à Saint-Quentin, le Comité des libertés vous invite à dialoguer sur ce thème, un montage audio-visuel de la C.S.C.V., « Consommateurs, vos droits » et un film « Petites têtes et grandes surfaces » serviront de support à un débat. Tous ceux qui défendent les libertés se devront d'être présents.

La consommatrice accusée injustement est une militante P.S.U. de Saint-Quentin, Raymonde. Si les lecteurs de T.S. connaissent des cas similaires, qu'ils n'hésitent pas à le communiquer à J.-C. Carpentier, 38 rue Croix Belle Porte, 02100 Saint-Quentin. Tél. 67-22-74. La date du procès en appel à Amiens n'est pas encore connue mais ce sera l'occasion ce jour-là de se mobiliser contre de telles pratiques. ■

### EXPULSIONS DANS DES FOYERS SONACOTRA

Mardi 12 juin à 6 h du matin, plus de 200 C.R.S. ont expulsé 77 résidents des foyers SONACOTRA Mistral et Fontaine d'Ouche, à Dijon. A cette occasion, 200 militants présents sur les lieux ont pu constater que le pouvoir avait encore recours à la violence policière pour résoudre les problèmes.

Depuis juillet 78, les résidents avaient décidé, pour protester contre une nouvelle augmentation des loyers, de faire la grève des paiements. En 76, un protocole d'accord résultant d'un conflit stipulait « qu'une information chiffrée serait donnée au comité de résidents avant toute augmentation ». La SONACOTRA n'a pas respecté cet accord. Aujourd'hui, 8 délégués membres du comité sont menacés d'être expulsés du foyer, 8 autres sont condamnés à l'expulsion et une nouvelle augmentation est annoncée par la SONACOTRA. Que vont devenir les immigrés privés de logement et, pour certains, de papiers ?

La France glisse sur la pente savonneuse du totalitarisme. Lorsque l'Etat sort ses CRS pour expulser les immigrés, il faut manifester sa solidarité. La démocratie est en danger.

Fédération de Côte d'Or du P.S.U. ■

### LE CREDIT AGRICOLE REPRIME

La direction du Crédit agricole de Vendée tente en ce moment de licencier cinq responsables syndicaux. Les syndicats C.F.D.T. et F.O. ont mené une grève de plusieurs jours afin d'obtenir une égalisation et une garantie dans l'octroi des primes hors convention. Cette grève tournante ayant pour conséquence l'occupation des locaux, la direction avait fait évacuer ceux-ci par les forces de l'ordre, appuyées par des agriculteurs. Les syndicats s'étaient vus promettre l'ouverture de négociations et avaient appelé à la reprise. La direction n'a pas tenu sa promesse.

Le Crédit agricole montre ainsi qu'il n'est plus mutualiste, puisqu'il veut résoudre les problèmes en supprimant ceux qui les posent. Les fédérations F.O. et C.F.D.T. condamnent l'usage de telles méthodes et appellent à la solidarité la plus large.

Fédération générale de l'agriculture C.F.D.T. Fédération des employés et cadres F.O. ■

## tribune socialiste HEBDO

**HEBDOMADAIRE DU P.S.U.**  
 Direction politique : Léo Goldberg  
 Secrétariat de rédaction : Pierre Estournel  
 Secrétariat : Marie Relandeau  
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis  
 Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37  
 Directeur de la publication : Victor Leduc  
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris  
 Numéro de la commission paritaire : 37 392  
 Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05  
 Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

## bulletin d'abonnement

**couplé (TS-hebdo et mensuel)**  
 Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)

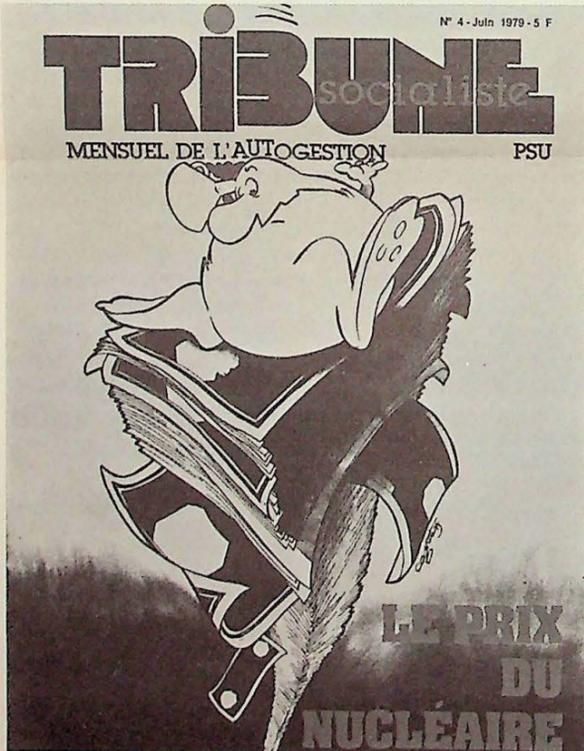
Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.



EST PARU



### STAGES D'ETE AUX GUIONS (HAUTES-ALPES)

Deux stages d'une semaine chacun

1 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août. Thème proposé : « Autogestion et pouvoir ».  
 2 - Du dimanche 26 août au samedi 1<sup>er</sup> septembre. Thème proposé : « Champ social et champ politique ».

3 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août, stage animé par le secteur Femmes : Différence sexuelle et rapports sociaux.

Chaque stage pourra s'organiser en plusieurs groupes, les documents seront envoyés aux camarades inscrits avant le stage. Une plaquette plus détaillée est en préparation. Inscrivez-vous en remplissant le bulletin ci-dessous sans oublier :  
 — de joindre 50 francs pour les frais d'inscription,  
 — de faire approuver vos candidatures par la fédération.  
 Les frais de stage sont à estimer à environ 400 francs. Pour chaque stage, en vous inscrivant, vous recevrez tous les renseignements pratiques. N'hésitez pas à venir en famille.

Bulletin d'inscription (à retourner à P.S.U. - Stages d'été - 9 rue Borromée, 75015 Paris).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Profession ..... Année de naissance .....

Date d'adhésion au PSU ..... Responsabilité .....

Syndicat ..... Accord de la fédération .....

Hébergement : vient seul - oui  - non  - (cocher)

Sinon, combien de personnes en plus : adultes : ..... enfants : .....

Stage choisi : 1  - 2  - 3  (cocher)

### COMMISSION PROPAGANDE

● **Lundi 2 juillet** : la Commission propagande envisage de se transformer en une structure permanente qui travaillerait sur des thèmes précis et notamment sur la préparation du 20<sup>e</sup> anniversaire du P.S.U. : le 3 avril 1980, mais aussi sur des campagnes menées par le P.S.U. et sur la préparation des présidentielles. Une première réunion aura lieu le lundi 2 juillet, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

### TIERS-MONDE ET PAYS INDUSTRIELS

● **Du 19 au 22 juillet** : une session sur les rapports entre les pays du Tiers-monde et les pays industriels sera animée par les membres du C.R.I.D.E.V. (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples). Cette session sera une session d'information générale et une introduction à une réflexion sur les rapports économiques qui existent entre les pays industriels et les pays du Tiers-monde. Pour tous renseignements, écrire au Centre de Rencontre « Les Circauds », Oyé, 71610 St-Julien-de-Civry. Tél. (85) 25-82-89.

### STAGE D'ANIMATEURS PAS CONS

● **Du 26 au 31 juillet** : Stage franco-allemand pour plus de 17 ans, organisé par le Comité Protestant des Centres de Vacances sur le thème : « les énergies douces et leur application pratique en centre de vacances, avec des enfants et des adolescents ». Renseignements : C.P.C.V., Délégation Saint-Prix, 7, rue du Château-de-la-Chasse, 95390 St-Prix. Tél. 416.56.66.

### ECOLE ET TIERS-MONDE

● **3-4-5 septembre (Rennes)** : Le Centre de Rencontres et d'Echanges pour le Développement (C.R.E.D.) organise une session sur le thème « Ecole et Tiers-Monde ». Le Tiers-Monde est présent à l'école mais le thème n'est pas toujours facile à aborder... Renseignements : C.R.E.D., Centre aéré B. Soubirous, route de Châtillon-sur-Seiche, 35230 Rennes-Saint-Erblon.

### NI CANNES NI DEAUVILLE... DOUARNENEZ

● **3 au 9 septembre** : 2<sup>e</sup> festival cinéma des minorités nationales. Nation indienne, peuple breton, au cinéma « Le Club » à Douarnenez. 3 types de films : des films réalisés par des indiens, des films sur les indiens, des films sur les luttes indiennes. Réservez votre semaine. Renseignements : Tél. (16-98) 92.10.07.

## VACANCES SYROS

REPOS ?  
 DETENTE ?  
 VOYAGE ?

A LA  
**LIBRAIRIE SYROS**  
 9, rue Borromée, 75015

## LECTURE !

**20 %** de réduction pour tout achat à partir de 100 F.

ROMANS - THEORIE - B.D. - POLITIQUE - FICTION - SOCIAL



### COMMISSION NATIONALE ENTREPRISE

● **27-28 octobre** : La Commission Nationale Entreprise se réunira les 27 et 28 octobre, vraisemblablement à Nancy. Les fédérations et régions devraient pouvoir préparer cette conférence en prévoyant des conférences régionales entreprises. Le secrétariat national entreprise apportera l'aide nécessaire, si besoin est, à ces conférences régionales. Le prévenir assez tôt.

### VACANCES EN IRLANDE

● « Je suis prof d'Anglais, j'aimerais aller en Irlande en juillet avec quelques personnes qui ont envie aussi de découvrir ce pays, qui aime la musique irlandaise qu'on joue dans les pubs et qui essaieraient peut-être sur place d'en savoir plus sur l'implantation de Moulinex en Irlande (cf. T.S. n° 826). Durée et dates à voir ensemble. » Ecrire à Monique Audureau, 7, rue de Latre-de-Tassigny, 61000 Alençon.

### LUTTES ET DROITS DES FEMMES

● Une association, loi 1901 de lutte et droits des femmes, vient de se créer à Sevran. Elle se propose d'engager des actions pour le respect et l'extension du droit des femmes : avortement, contraception, sexualité, emploi, double journée de travail ; d'intervenir contre toutes les atteintes à la dignité des femmes et pour l'égalité au travail comme dans la famille. Pour tout contact : Mme Josée Jean, tél. 383-94-69.

### RADIOS LIBRES

● Des militants de Tours, intéressés par les problèmes des radios libres, demandent à T.S. de constituer un dossier technique et biographique sur le sujet, dossier qui serait à la disposition de tous les militants qui bossent sur ce problème. Il serait donc intéressant que nous connaissions toutes les expériences qui existent dans les

fédérations et que vous nous fassiez part de vos connaissances. Documentation à envoyer à T.S., 9, rue Borromée, 75015 Paris.

### LA GUINGUETTE DE SURESNES

● Le n° 3 de la Guinguette de Suresnes vient de sortir. Un journal différent qui veut être l'écho de la vie des Suresnois. Un journal à contre-courant puisqu'il désire redonner vie à une banlieue trop triste. 4 F le n°. La Guinguette de Suresnes, B.P. 89 - 92153 Suresnes Cedex.

### VACANCES EN ARDECHE

● Communiqué du M.R.J.C. de l'Ardèche : « L'Ardèche, ça évoque peut-être le soleil et les vacances pour vous qui allez y venir cet été. Pour ceux qui y vivent toute l'année, cela signifie aussi l'exode rural, le chômage, la désertification et, à plus ou moins long terme, la disparition de toute vie économique, sociale et culturelle. Pour aider à mieux connaître ce département, le M.R.J.C. (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne) de l'Ardèche vient de réaliser un dossier d'une centaine de pages, intitulé : « En Ardèche aujourd'hui, demain ailleurs ? ». Il est en vente au M.R.J.C. de l'Ardèche, Sion, Quartier Baza, 07200 Aubenas.

### AUTCOLLANTS « PARE-SOLEIL »

● Le M.D.P.L. (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté) met en vente un autocollant « pare-soleil » pour pare-brise de voitures. 10 F pièce (+ 1,20 F de port). A commander au M.D.P.L., B.P. 2135 - 34026 Montpellier.

Le numéro 35 de « Critique socialiste », consacré à l'« expérimentation sociale en question », vient de paraître.

Des articles de V. Leduc, F. Dalbert, B. Vincent, J.-M. Demaldent, J.-P. Garnier, C. Wargny, S. Goueffic. Des entretiens avec C. Castoriadis, P. Viveret, P. Naville, la revue « Pratiques ».

Restent disponibles les n°s 34 « L'Europe truquée » 20 F et 33 « Le problème du travail et le mouvement des femmes » 15 F. Prix franco de port.

Abonnement 5 numéros 90 F. Chèques à l'ordre de SYROS, CCP 19 706 28 PARIS. Les envoyer 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Attention : ceci n'est pas politique (ou si ça l'est, c'est qu'on nous a trompé).

● Patrick Font et Philippe Val seront au théâtre de la Gaîté Montparnasse, à Paris, à 22 h, du 25 juin au 4 août. Si d'ailleurs vous arrivez à 20 h 30, vous pourrez assister à « 11 ans déjà », fresque « partielle et grossière » sur l'éducation de Patrick Font, avec Philippe Val et les élèves de son école « oblique » (c'est vraiment une école où l'on apprend des choses) Fanny, Isabelle, Valérie et Micha.

● Doc Watson sera à l'Olympia le 9 juillet à 21 h 30. Il sera aussi, pour les provinciaux, le 11 juillet au festival de Carcassonne et le 21 juillet dans le cadre superbe de la « ville close » de Concarneau avec Dan Ar Bras et le groupe écossais Silly Wizzard. Qu'on se le dise.

## GUIDE DES VACANCES PAS CON

Claude-Marie VADROT  
 Illustrations de J.-P. Cagnat.

30 F  
 + 4 F de port.

Syros

Je désire recevoir gratuitement « Syros Information », bulletin des Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

NOM .....

ADRESSE .....

